



## In memoriam

### Décès de Jean-Marc Paquette, huissier de justice (1936-2008)

Les huissiers de justice et le monde juridique Québécois viennent de perdre l'un des leurs, décédé des suites d'une longue maladie du cancer à l'âge de 72 ans. Président fondateur de l'étude Paquette et associés fondée en 1973, il fut président de la Chambre des huissiers du Québec de 1989 à 1991. Grand humaniste, il créa dès 1980 des projets humanitaires pour la santé et l'espoir des gens avec les associés de cette époque dont sa fille Michèle Paquette et le confrère André Mathieu actuel secrétaire-adjoint de l'Union internationale, tous deux anciens associés de l'étude. Forts de leur expérience et inspirés par leur président, Jean Marc Paquette mis alors sur pied la Fondation qui porte son nom. Elle obtint son statut d'organisme sans but lucratif dès 1991. Cette fondation se voue depuis à venir en aide aux gens éprouvés par la maladie du cancer. Au niveau international, le président Paquette participa à divers conseils permanents et fut membre avec son épouse du comité organisateur du premier congrès de l'UIH qui eût lieu en terre d'Amérique à Montréal en 1985 sous la gouverne du président Francis Aribaut. Le bureau de l'Union internationale et son président désirent présenter à son épouse Rollande, à ses enfants Michèle, Nicole, Annie et Benoit ainsi qu'aux petits-enfants et parents, huissiers de justice, associés et amis du défunt, ses condoléances les plus sincères.



### Death of Jean-Marc Paquette, Judicial Officer (1936-2008)

The Judicial officers and the legal world of Quebec have lost one of them who died from a long illness relating to cancer at the age of 72. Chairman and founder of the Paquette and Partners office created in 1973, he was President of the Chamber of the judicial officers of Quebec from 1989 to 1991. As a known humanist, he initiated humanitarian project from 1980 for health and hope of people

with his then-partners including his daughter Michèle Paquette and our colleague André Mathieu who is the current vice-secretary of the UIH, all past partners of his office. Strong from their experience and inspired by their president, Jean-Marc Paquette then launched the Foundation that bears his name. It was recognized as a non from 1991. This foundation aims at helping people sick from cancer. At international level, president Paquette took part in several Permanent Council and was, with his wife, part of the steering committee of the first congress of the UIH on American grounds which took place in Montreal in 1985 under the presidency of Francis Aribaut.

The board of the UIH and its president would like to express to his wife Rollande, his children, Michèle, Nicole, Annie and Benoit as well as his grand children and relatives, judicial officers, partners and friends of the deceased his most sincere condolences.

## Réception d'une délégation de l'UIHJ par le ministre de la justice du Chili

Dans le cadre de la mise en œuvre par le gouvernement chilien d'une profession d'huissier de justice inspirée du modèle français, Jacques Isnard, président de l'UIHJ accompagné de Dominique Abadie et du secrétaire général de l'UIHJ, René Duperray, a été reçue à Santiago début mai 2009 par Carlos Maldonado Curtis, ministre de la justice

### Un choix à opérer

Cette rencontre, animée par Rodrigo Zuniga Carrasco, conseiller auprès du ministre de la justice et directeur du projet de réforme de la procédure, comportait encore la présence de MM. Orlando Morales Ibarra et Patricio Bobadillo Cornejo, respectivement vice-président et directeur de l'Association Gremial des « *Receptores judiciales du Chili* ». Rodrigo Zuniga Carrasco, avec une parfaite maîtrise du sujet, a présenté les « *Receptores* » qui sont, rappelons-le, à l'image des huissiers de justice français des professionnels libéraux mais qui exercent sous l'étroite surveillance du juge. Pour autant, les Receptores pratiquent l'exécution, les significations, les constats, les ventes aux enchères, etc. Ils ne peuvent toutefois déléguer leurs fonctions à des clerks et doivent procéder par eux-mêmes à toutes les démarches qui leur incombent. Leur dépendance à l'égard du juge leur confère une sorte de statut mixte semi-libéral et semi-fonctionnaire proche du

Rechtspfleger allemand. D'ailleurs, ils perçoivent annuellement une indemnité à caractère salarial correspondant à un mois de rémunération pour leur temps de vacances. Ce statut est contesté par les autorités chiliennes qui dénoncent les insuffisances d'une profession querellée pour l'indigence de sa formation et ses compétences juridiques limitées. En définitive, les autorités chiliennes s'interrogent sur le choix à opérer entre soit la dissolution des Receptores actuels et leur remplacement au profit d'une nouvelle profession soit l'aménagement d'une profession complètement rénovée mais qui pourrait s'appuyer sur une partie des Receptores existants qui répondent à certains critères d'aptitude.

### Une réforme inspirée du système français

Il convient d'indiquer qu'avant même cette rencontre les représentants du corps des Receptores



n'avaient jamais été reçus par le ministre de la justice et ignoraient les aspirations de leur organe de tutelle. L'enjeu, comme on l'imagine, est de taille pour les Receptores qui ignorent le sort qui leur sera réservé. En évoquant la réforme des Receptores, Rodrigo Zuniga Carrasco indiquait que celle-ci s'inscrivait dans un cadre plus ample qui englobait aussi une partie du système judiciaire. Mais pour les Receptores - cela a été dit - la réforme s'inspirera du système français, au demeurant parfaitement connu par les experts chiliens puisqu'ils ont opéré en France et particulièrement à Castres chez Me Abadie.

Le ministre s'est particulièrement intéressé aux questions relatives à l'accès à la profession, au niveau juridique des huissiers de justice français, aux conditions de stage et leur degré d'expérience et enfin encore plus particulièrement à leur formation.

L'action de l'huissier de justice dans le domaine de l'exécution a suscité une forte curiosité des autorités avides d'exemples, gratifiant le rôle de l'huissier de justice dans la conduite des opérations et dans le choix de la mesure d'exécution. Le juge

de l'exécution a été au centre d'une discussion alimentée par la difficile appréhension de la délimitation des prérogatives respectives du juge et de l'huissier de justice. Néanmoins, il va de soi que la démonstration de l'intérêt d'alléger la charge de travail des juges pour la limiter à la fonction de juger est toujours très pertinente et rallie bien des suffrages.

Cette analyse conduit à conforter la thèse de l'instauration d'un huissier de justice libéral et indépendant, même si les réticences ont peine à se dissiper. Cette appréhension, du reste, est justifiée : en effet, voilà des Etats qui pratiquent depuis l'origine de leurs institutions une sorte de politique judiciaire ségrégationniste qui relègue l'agent d'exécution vers les rangs inférieurs, noyé dans une sorte de hiérarchie où le juge ordonne, décide et contrôle tout. La présentation d'un système quasi immatériel, dont on sent bien l'intérêt, voire la supériorité, mais qui bouleverse tant les acquis, est très légitimement de nature à nourrir quelques appréhensions. Alors, pour hâter la mutation et se rapprocher « des huissiers de justice français dont la profession est prestigieuse, il faudra, conclut

le ministre, améliorer les méthodes d'exécution, revoir le rôle de l'huissier de justice chilien auprès des débiteurs, reconsidérer le régime de la responsabilité au profit de la responsabilité collective et de l'aménagement de règles de garanties ».

Et, pour profiter de la présence des experts de l'UHJ, pourquoi, s'interroge M. Curti ne pas proposer, pour le lendemain, une rencontre avec les directeurs financiers et juridiques des principales banques du pays, une rencontre assurément promise à susciter beaucoup d'intérêt ? Ainsi devait s'achever la séance de travail de 2 heures oh combien fructueuse... Et une ouverture sur le secteur financier qui eut lieu le lendemain. Cette séance commune proposée par le ministre, d'une facture sans doute différente et fixée vers des objectifs plus économiques, devait s'avérer toute aussi prometteuse.

Le Chili, une fenêtre largement ouverte sur l'Amérique du sud, c'est assurément pour demain... Pourrait-on en douter sachant que le 18 mai 2009 le conseil des ministres approuvait le projet de réforme de la procédure au Chili dans lequel se trouve inscrit la création de la nouvelle profession d'huissier de justice.



Le ministère de la justice du Chili  
The Ministry for justice of Chile

Jacques Isnard et Dominique Aribaut-Abadie avec Carlos Maldonado Curtis, ministre de la justice du Chili, Rodrigo Zuniga Carrasco, conseiller auprès du ministre de la justice, Orlando Morales Ibarra et Patricio Bobadillo Cornejo, vice-président et directeur de l'Association des Receptores du Chili  
Jacques Isnard and Dominique Aribaut-abadie with Carlos Maldonado Curtis, minister for justice of Chile, Rodrigo Zuniga Carrasco, adviser of the Minister for justice, Orlando Morales Ibarra and Patricio Bobadillo Cornejo, Vice-President and Chairman of the Association of the Receptores of Chile





## Reception of a UIHJ Delegation by the Minister for Justice of Chile

### A choice to be Made

This meeting, animated by Rodrigo Zuniga Carrasco, adviser near the Minister for justice and director of the reform project of the procedure, included the presence of Orlando Morales Ibarra and Patricio Bobadillo Cornejo, respectively vice-president and director of the Gremial Association of the "Receptores judiciales of Chile". Rodrigo Zuniga Carrasco, mastering his topic, presented the "Receptores" who let it be reminded, like French judicial officers, are liberal professionals but who exert under the narrow monitoring of the judge. For as much, Receptores enforce court decisions, serve documents, do reports, auctions, etc. They cannot however delegate their functions to clerks and must proceed by themselves with all the steps which fall to them. Their dependence to the judge confers to a kind of mixed statute, semi-liberal and semi-civil servant close to the German Rechtspfleger. Moreover, they get an annual wage-like allowance corresponding to one month of remuneration for their vacations. This statute is disputed by the Chilean authorities which denounce the insufficiencies of a profession due to the indigence of its training and its limited legal competences.

Ultimately, Chilean authorities wonder about the choice to operate between either the dissolution of the current Receptores and their replacement by a new profession or the installation of a completely renovated profession which could be partly based on the Receptores answering certain criteria of aptitude.

### A reform inspired of the French system

It is necessary to indicate that before this meeting the representatives of the body of Receptores had never been received by the Minister for justice and were unaware of the aspirations of their supervising body. The stake, as it is imagined, is of importance for the Receptores who are unaware of the fate which will be reserved to them. By evoking the reform of Receptores, Rodrigo Zuniga Carrasco indicated that it is part of a movement which also included aspects of the legal system. But, as mentioned, reform of the Receptores will take as a starting point the French system, moreover perfectly known by the Chilean experts since they operated in France and particularly in Castres at Mrs. Abadie's office.

The minister is particularly interested in the questions relating to access to the profession, legal level of French judicial officers, the training course conditions and their degree of experience and finally even more particularly, their training.

Within the framework of the implementation by the Chilean government of an occupation of judicial officer inspired by the French model, Jacques Isnard, president of the UIHJ accompanied by Dominique Abadie and the general secretary of the UIHJ, René Duperray, were received in Santiago at the beginning of May 2009 by Carlos Maldonado Curtis, Minister for justice.

The action of the judicial officer in the field of enforcement widely interested the authorities eager to hear practical examples, rewarding the role of the judicial officer in the control of the operations and the choice of enforcement measures. The execution judge was in the center of a discussion evolving on the difficult apprehension of the delimitation of the respective prerogatives of the judge and the judicial officer. Nevertheless, it goes without saying that the demonstration of the interest to reduce the workload of the judges to the sole function of judging is always very relevant and is well perceived.

This analysis results in consolidating the thesis of the introduction of a liberal and independent judicial officer even if reserves are difficult to evacuate. However this apprehension is justified: indeed, some States practice since the origin of their institutions a kind of segregationist legal policy placing enforcement agents at the bottom of the line, drowned in a kind of hierarchy where the judge orders, decides and controls everything. The presentation of a quasi immaterial system, which can be of interest, and could prove superior, but which upsets what is established, is very legitimately likely to nourish some kind of apprehension. Then, to hasten the change and to approach "the French judicial officers whose profession is prestigious, the minister concluded, it will be necessary to improve enforcement methods, to re-examine the role of the Chilean judicial officer as regards debtors, to reconsider the mode of responsibility to the profit of a collective liability and the installation of rules of guarantees".

And, to make good use of the presence of the UIHJ experts, why, questions Mr. Curti, not to propose, for the following day, a meeting with finance and legal managers of the main banks of the country, a meeting undoubtedly promised to cause much interest? Thus was to be completed this very profitable two hours working session... And an opening on the financial sector which took place the following day. This common meeting suggested by the minister, though of a different nature and focused on more economic objectives, was to prove quite as promising.

Chile, a window largely open on South America, this is undoubtedly for tomorrow... Could you doubt it knowing that on 18 May 2009 the Council of Ministers approved the reform project of procedure in Chile in which is written the creation of the new occupation of judicial officer?